

EAU, TRAVAIL, ET TEMPS DES FEMMES : APPROCHES FÉMINISTES POUR UN ACCÈS ÉQUITABLE À L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE EN AFRIQUE

Un document technique de ActionAid International, de la Fondation pour la recherche sociale et économique (ESRF), de Young Urban Women's Movements et de Africa Cares Together Community of Practice

SOMMAIRE

Les défis liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène comptent parmi les préoccupations de développement les plus urgentes de l'Afrique. Ils sapent la santé publique, la productivité économique, la paix et l'égalité des sexes. À travers le continent, l'insuffisance des infrastructures, la gouvernance dominée par les hommes, les déficits de financement, les normes culturelles enracinées, le changement climatique et les conflits perpétuent l'exclusion systémique. Ces barrières sont visibles dans les villages, les quartiers périurbains et les zones urbaines à forte densité, où les femmes et les filles portent une charge disproportionnée de la collecte d'eau et du travail de soins non rémunéré.

Le présent document technique, élaboré conjointement par ActionAid International, Young Urban Women Foundation, et la Fondation pour la recherche sociale et économique (ESRF) décrypte le thème de la 42e édition du GIMAC d'un point de vue féministe. Il met en lumière les barrières structurelles qui perpétuent les inégalités sexistes dans l'accès et la gouvernance de l'eau, et appelle à des solutions durables et sexotransformatrices. Des preuves locales, telles que l'étude préliminaire de l'ESRF en 2025 dans le district de Kishanu, en Tanzanie, et le programme African Cares Together (Act) d'ActionAid illustrent les fardeaux tangibles



INTRODUCTION

En février 2025, pour l'année 2026, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) a adopté le thème : « Garantir la disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour réaliser les objectifs de l'Agenda 2063 » (Assembly/AU/Dec.912(XXXVIII)). Ce thème reflète la reconnaissance que l'eau et l'assainissement ne sont pas seulement des priorités de développement, mais aussi des déterminants de la paix, de la sécurité et de l'égalité des sexes à travers l'Afrique.

La rareté de l'eau coûterait au continent **200 milliards USD par an**, soit l'équivalent de **5 % de son PIB**, tandis que trois emplois sur quatre en Afrique restent dépendants de l'eau (AMCOW, 2016). Le Programme de suivi conjoint OMS/UNICEF (2022) rapporte que 411 millions d'Africains ne reçoivent pas de services d'eau potable de base, tandis que 779 millions d'Africains ne jouissent pas de services d'assainissement de base. Ces déficits sapent la santé publique, la productivité économique et la stabilité sociale.

Le poids de cette crise est porté de manière disproportionnée par les femmes et les filles, qui passent environ **40 milliards d'heures chaque année** à collecter de l'eau en Afrique subsaharienne (ONU Femmes, 2021). Cela représente une perte colossale d'opportunités d'éducation, de création de revenus et de participation civique. **La Vision africaine de l'eau à l'horizon 2063 et sa politique connexe (AWVP63)**, lancées lors de la 39e Conférence de l'UA de février 2026, offrent un cadre continental pour une sécurité hydrique inclusive et résiliente face au climat. Cependant, sans interventions sexotransformatrices délibérées, les engagements de l'UA risquent de perpétuer l'exclusion systémique et l'instabilité.

LE DÉFI DE L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE SUR LE CONTINENT

Les femmes et les filles restent les principales gestionnaires de l'eau dans les ménages de tous genres. Dans les villages, elles marchent sur de longues distances pour collecter de l'eau. Dans les zones périurbaines et urbaines à forte densité, elles font la queue pendant des heures devant des robinets publics surpeuplés ou comptent sur des vendeurs privés coûteux. Ces réalités perpétuent le **manque de temps**, limitent la scolarité et réduisent la participation des femmes à la vie économique et politique.

L'étude préliminaire de l'ESRF en 2025 dans le district de Kishapu, en Tanzanie, illustre ce fardeau : les mères effectuent près de 40 % de la collecte d'eau, contre 11,8 % pour les pères, les ménages parcourant jusqu'à 15 kilomètres pour collecter de l'eau. Dans les quartiers informels périurbains et urbains à travers l'Afrique, des schémas similaires apparaissent, les femmes passent plusieurs heures chaque jour dans des conditions précaires pour accéder à l'eau. Cette situation démontre que le fardeau genré lié à l'eau, l'assainissement et l'hygiène est continental, traversant les clivages géographiques et socioéconomiques.

OBSTACLES STRUCTURELS

La crise de l'eau, l'assainissement et l'hygiène en Afrique est façonnée par des obstacles structurels interconnectés qui renforcent l'exclusion et l'inégalité.

- **Déficits de financement et injustice structurelle** — le continent fait face à un **déficit annuel d'investissement dans le secteur de l'eau de 30 milliards USD** (Déclaration du Cap, 2025), alors même qu'il perd plus de **88 milliards USD par an** à cause de flux financiers illicites (CEA, 2015). En même temps, les pays africains continuent de rembourser des dettes fortement liées à l'exploitation coloniale et postcoloniale, détournant ainsi les ressources déjà insuffisantes de l'investissement social. Cela souligne la demande de **justice réparatrice**, reconnaissant que les injustices historiques ont limité l'espace budgétaire de l'Afrique et affaibli sa capacité à fournir des services essentiels tels que l'eau et l'assainissement. Le changement climatique aggrave ces inégalités : L'Afrique contribue à moins de **4 % des émissions mondiales**, mais elle connaît des impacts disproportionnés sous forme de sécheresses, d'inondations et de pénurie d'eau. La dette climatique impayée de l'Occident représente une injustice structurelle. Les nations industrialisées profitent d'un développement à forte intensité de carbone tandis que les communautés africaines — en particulier les femmes et les filles — en paient le prix par une augmentation des charges liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Pour ActionAid's ***Who Owes Who?***, « l'Afrique n'est pas pauvre, elle s'appauvrit ». Rediriger des dettes impayées — que ce soit par le recouvrement de flux financiers illicites, l'annulation de prêts illégitimes ou un financement climatique réparateur — vers les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène est à la fois une obligation morale et une voie vers la dignité, l'égalité et l'Agenda 2063.
- **Déficits et répartition inégale des infrastructures** — L'expansion des infrastructures n'a pas réussi à suivre la croissance démographique, l'urbanisation et les pressions climatiques. Les ménages ruraux parcourent souvent de longues distances pour se rendre aux sources d'eau, tandis que les communautés périurbaines et urbaines à forte densité doivent faire face à des points d'eau publics surpeuplés, peu fiables ou dangereux. L'urbanisation rapide a créé d'immenses quartiers informels où les systèmes sous pression. Le changement climatique intensifie ces vulnérabilités, et alimente la fragilité, les troubles sociaux et les conflits liés aux ressources.
- **Exclusion de la gouvernance et normes sexospécifiques** — Les structures formelles de gouvernance de l'eau restent dominées par les hommes, malgré le fait que les femmes soient les principales responsables de la collecte d'eau dans les ménages. Les connaissances tirées de l'expérience des femmes — souvent partagées de manière informelle au niveau des points d'eau — sont exclues des processus décisionnels. À Kishapu, l'ESRF a constaté que 83,9 % des femmes participent à des discussions informelles pour résoudre des problèmes, mais que leurs voix sont absentes des comités communautaires de l'eau. Cette exclusion reflète un schéma continental plus large. Les normes culturelles enracinées renforcent encore les rôles sexospécifiques, confiant la collecte de l'eau et le travail des soins aux femmes et aux filles, limitant la participation des hommes et perpétuant le manque de temps que les femmes auraient pu consacrer à d'autres opportunités.

LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET LES CONFLITS : MOTEURS ET PRODUITS DES DÉFIS LIÉS À L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIÈNE

Le changement climatique et les conflits forment un cercle vicieux avec les défis liés à l'eau, l'assainissement, et l'hygiène. Ces facteurs agissent à la fois comme **moteurs** de crise et **produits** de systèmes inadéquats. La hausse des températures, les sécheresses prolongées et les précipitations imprévisibles réduisent l'accès à l'eau salubre, tandis que les inondations détruisent les infrastructures sanitaires et contaminent les approvisionnements. L'Afrique, qui contribue à moins de 4 % des émissions mondiales, subit des impacts disproportionnés du changement climatique, une injustice aggravée par la **dette climatique impayée des pays développés** (CCNUCC, 2022). Le conflit aggrave directement l'accès à l'eau, l'assainissement, et l'hygiène en détruisant les infrastructures, en déplaçant des populations et en affaiblissant la gouvernance. Dans les zones touchées par les conflits, les points d'eau sont négligés ou ciblés, laissant les communautés sans accès sûr. Les camps de déplacés manquent souvent d'hygiène, exposant les femmes et les filles à des risques accrus de maladies et de violences sexistes (AU Transitional Justice Policy, 2019).

En même temps, le manque d'eau, d'assainissement et d'hygiène devient le **produit de conflits**, ce qui alimente l'instabilité. Dans les zones rurales, la concurrence pour les ressources en eau rares alimente des conflits communautaires ; dans les quartiers périurbains et urbains à forte densité, les points d'eau surpeuplés provoquent des troubles. Au niveau transfrontalier, des bassins partagés comme le Nil et le fleuve Niger restent des points de tensions géopolitiques (AMCOW, 2016).

Les femmes et les filles sont au centre de ce cycle, et portent les plus lourds fardeaux tout en étant exclues de la prise de décision. Briser ce cycle passe par l'intégration de l'eau, l'assainissement, et l'hygiène dans les cadres de résilience climatique et de consolidation de la paix, en reconnaissant l'eau et l'assainissement comme déterminants de la stabilité, de la justice et de l'égalité à travers l'Afrique.

APPROCHES FÉMINISTES POUR DES SOLUTIONS DURABLES

ActionAid et la fondation ESRF proposent un cadre féministe pour relever les défis liés à l'eau, l'assainissement, et l'hygiène, fondé sur les engagements de l'UA et les normes mondiales des droits humains. L'eau, l'assainissement, et l'hygiène doivent être traités comme un bien public, financé graduellement, gouverné de manière inclusive et intégré dans les stratégies climatiques et de consolidation de la paix. L'investissement dans les infrastructures devrait réduire le travail de soins non rémunéré, tandis que les mouvements communautaires de femmes doivent être financés pour mener le plaidoyer et améliorer la prestation de services.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Les États membres de l'UA, les Communautés économiques régionales (REC) et les partenaires au développement devraient :

- **Financer la justice pour l'eau, l'assainissement, et l'hygiène** — l'eau, l'assainissement, et l'hygiène doivent être traités comme un bien public, et non comme une marchandise. Le sous-financement chronique de l'Afrique peut être comblé en demandant la justice, c'est-à-dire : mettre fin aux **88 milliards USD perdus annuellement à cause de flux financiers illicites** (CEA, 2015) ; annuler les dettes illégitimes enracinées dans l'exploitation coloniale ; et exiger le paiement des **dettes pour le climat et la justice réparatrice dues par l'Occident** (CCNUCC, 2022 ; ActionAid, Who Owes Who?). Rediriger ces ressources volées et non payées vers l'eau, l'assainissement et l'hygiène est une obligation morale et une voie vers la dignité, l'égalité et l'Agenda 2063.
- **Intégrer l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les cadres de consolidation de la paix et de justice transitionnelle**, protéger les infrastructures hydrauliques dans les zones de conflit et renforcer la coopération transfrontalière.
- **Intégrer l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les plans stratégiques nationaux**. Il est important d'intégrer l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les plans d'adaptation climatique, d'investir dans des infrastructures résilientes et de sécuriser les engagements de financement climatique dus à l'Afrique.
- **Institutionnaliser le leadership féminin dans la gouvernance de l'eau** réduira le travail de soins non rémunéré grâce à l'accès aux infrastructures et aux ressources pour les mouvements communautaires des femmes.
- **Collecter et utiliser des données ventilées par sexe dans les systèmes de surveillance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène** afin de renforcer la responsabilité et les mécanismes de suivi.

RÉFÉRENCES

- Conseil des ministres africains de l'Eau (AMCOW). (2016). Vision africaine de l'eau pour 2025.
- Commission de l'Union africaine. (2019). AU Transitional Justice Policy.
- Assemblée de l'Union africaine. (2025). Assembly/AU/Dec.912(XXXVIII).
- Déclaration du Cap. (2025). Closing Africa's Water Investment Gap.
- Fondation pour la recherche économique et sociale (ESRF). (2025). Baseline Study in Kishapu District, Tanzania.
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). (2015). Report of the High-Level Panel on Illicit Financial Flows from Africa.
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). (2022). Climate Finance and Africa's Climate Debt.
- ONU Femmes. (2021). Progress of Women in Africa: Time Poverty and Care Work.
- Programme de suivi conjoint OMS/UNICEF. (2022). Progress on Household Drinking Water, Sanitation and Hygiene.
- ActionAid International. (2021). Who Owes Who? Global Economic Justice Report.